

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 01

Question théorique : la preuve des actes juridiques.

Question pratique : Edouard X, âgé de 98 ans, est de moins en moins mobile au point de ne plus pouvoir sortir de chez lui. Il est pourtant vif d'esprit mais sent ses forces lui échapper, son médecin ayant d'ailleurs conclu à une paralysie à court terme. En tout état de cause, il est dans l'impossibilité d'écrire ou de tenir un stylo.

L'entreprise BATITOU lui a cependant adressé la semaine dernière une facture concernant la construction d'une véranda pour un montant de 20 000 euros. La commande a été passée par un commercial itinérant qui a présenté à BATITOU un bon de commande signé de la part d'Edouard il y a 1 mois.

Ses enfants souhaiteraient annuler la vente. La chose est-elle envisageable ? Quels seraient les arguments juridiques à faire valoir ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 02

Question théorique : la possession et ses vices.

Question pratique : Mélina X., se promenant dans un parc en ville, découvre une bicyclette cachée dans un buisson et après en avoir vainement cherché le/la propriétaire, finit par en déduire qu'elle a été volée. Elle la rapporte donc au commissariat de police. Le policier qui la réceptionne lui indique qu'à défaut de restitution au véritable propriétaire, elle pourra récupérer la bicyclette dans un an et un jour.

Un an et un jour révolu plus tard, Mélina récupère donc le véhicule et l'utilise tous les jours pour se rendre à l'université. Quelle n'est pas sa surprise de voir apparaître, 6 mois plus tard, une voisine qui le lui réclame.

Mélina invoque sa bonne foimais qui est donc la véritable propriétaire de la bicyclette ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 03

Question théorique : les tribunaux compétents en matière de contrat.

Question pratique : Karl G. a acheté un ordinateur portable d'un prix de 800 euros dans le magasin de Nantes du réseau national « MASH ». Après l'achat, l'ordinateur tombe en panne : Karl dévisse la trappe d'accès sous l'ordinateur et découvre que sa batterie a fondu. Il se rend au magasin mais MASH invoque le démontage de l'appareil par Karl pour refuser de le rembourser. Il porte alors le litige devant le juge nantais mais MASH invoque une clause du contrat de vente qui stipule que les tribunaux compétents sont ceux de l'île de la Réunion où se trouve le siège du réseau.

Karl vous demande quel est le tribunal compétent. Par ailleurs, en recherchant dans le contrat de vente, il s'aperçoit qu'une clause est stipulée qui interdit toute réparation de l'appareil par les client sous peine de déchéance de la garantie. Sa demande a-t-elle des chances d'aboutir ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 04

Question théorique : la résiliation du contrat.

Question pratique : Mickey est le chien que possédaient conjointement, avant leur divorce, M. J. et Mme. E.

Conventionnellement, le chien a été confié à Mme. E. avec un droit de visite accordé à M. J., en échange d'une pension alimentaire, fixée conventionnellement à 50 euros mensuels pendant 10 ans.

Or, le pauvre Mickey est décédé un mois après le divorce. M. J. décide alors de cesser de verser la pension alimentaire. Mme. E. réagit vivement à cette nouvelle et lui indique qu'elle va faire ordonner l'exécution du contrat par le juge.

Qu'en dit le droit positif ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 05

Question théorique : La distinction entre les biens et les choses.

Question pratique : Robert Z., se promenant dans la forêt avec sa fille Lucy âgée de 9 ans, découvre un chien blessé. Sa fille s'apitoie sur l'animal et insiste pour que son père le ramène chez eux. Dûment soigné, il reprend vigueur et passe 1 an dans sa nouvelle famille jusqu'à ce qu'un voisin aperçoive le chien et, le reconnaissant pour sien (l'animal ayant également reconnu son ancien maître), l'emporte à son domicile.

Lucy a-t-elle des chances de pouvoir récupérer son ami à quatre pattes ?



Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 06

Question théorique : La tutelle

Question pratique : Jacques M., âgé de 50 ans s'adonne intensément à la boisson depuis le décès de son épouse, au point que son état de santé s'est fortement dégradé depuis quelques mois. Sa fille, Bérénice, s'en inquiète d'autant plus que l'addiction de son père l'a ruiné. Elle a évoqué la situation avec son frère (la famille ne comporte que deux enfants), Émile qui semble ne pas prendre la situation au sérieux.

Bérénice estimant que Jacques M. devient incapable de gérer sa vie, envisage de saisir la justice pour le protéger.

Quelles sont les solutions qui s'offrent à elle ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 10

Question théorique : la notion d'obligation.

Question pratique : Jessica, qui vient de jouer à « l'Euromillion » et qui dîne le soir même chez deux amies, leur déclare que si elle perçoit le gros lot elle leur donnera à chacune 1 000 euros. Le lendemain, jour du tirage, elle s'avère être titulaire du « *jackpot* ».

Lorsqu'elles apprennent la nouvelle, ses amies décident de se rendre toutes deux chez la gagnante. De mauvaise grâce, Jessica s'engage verbalement à les régler dès qu'elle aura reçu les fonds. 9 mois après, rien n'ayant été versé, les deux amies sollicitent une avocate afin qu'elle enjoigne Jessica à s'exécuter.

Peut-elle être contrainte à le faire ?



Université
de Rennes

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 11

Question théorique : Le choix entre les régimes de protection des majeurs

Question pratique : Hubert est âgé de 87 ans et vit depuis 2 ans dans un EHPAD (Établissement d'hébergement des personnes âgées dépendantes). Il ne pourra jamais rentrer dans sa maison. Son fils, Jean-Christophe, l'a convaincu de la vendre. Il l'a fait car, depuis plusieurs mois, son père souffre de troubles cognitifs.

L'agence immobilière à laquelle il s'est adressé lui a demandé de faire signer le mandat de mise en vente par son père. Ce dernier ne peut pas le faire car il souffre de tremblements qui l'en empêchent mais il n'a jamais manifesté la moindre opposition à cette vente.

Que peut faire Hubert ?

Doit-il solliciter sa sœur ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 12

Question théorique : L'offre dans le droit des contrats.

Question pratique : Mme J. a acheté 4 000 euros une sculpture « attribuée » à Camille Claudel, le terme « attribuée » renvoyant à une authenticité douteuse qui n'a jamais pu être confirmée. La faible somme atteste de cette incertitude, ce que le vendeur, M. M., lui a clairement indiqué.

Mme J. découvre toutefois, après avoir demandé une nouvelle expertise, que l'œuvre n'est effectivement pas de Camille Claudel mais du célèbre Rodin. Elle vaut environ 4 millions d'euros...

Mme J., tout à sa joie, en avertit aussitôt M. M. en lui téléphonant mais il lui répond aussitôt qu'il demande la restitution de l'œuvre.

A votre avis, est-ce juridiquement envisageable ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 14

Question théorique : La responsabilité du fait des choses.

Question pratique : Côme a acheté une trottinette électrique. Lors de la troisième mise en charge, l'engin a pris feu et cet incendie s'est communiqué à son appartement. Selon l'expert, le problème est venu d'un choix de prise de raccordement non adapté à la puissance de l'engin.

Côme se demande qui doit l'indemniser et quelle preuve il doit fournir pour faire aboutir sa prétention. A toutes fins utiles, il vous précise que l'engin a été fabriqué au Portugal, vendu par un grossiste italien et distribué en France par une société belge.



Université
de Rennes

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 15

Question théorique : Quelle est, dans la hiérarchie des normes, la place de la Directive européenne ?

Question pratique : L'Union européenne a récemment adopté une Directive visant à créer un devoir de vigilance à la charge des très grandes sociétés. Un état membre a prévu de transposer cette Directive de telle manière qu'elle soit inapplicable aux filiales des sociétés états-uniennes qui s'implanteront ou sont implantées sur son territoire.

Qu'en pensez-vous ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 16

Question théorique : Quels sont les caractères de la loi ?

Question pratique : L'association Les Eaux pures de l'Argorn s'alarme du décès massif de nombreux poissons dans la rivière de la Malkern. Elle a effectué des prélèvements qui montrent un degré élevé d'une substance chimique interdite, probablement rejetée par une usine voisine. Toutefois, la loi qui interdit ce type de substance renvoie à un décret d'application, qui n'a pas été adopté, pour dresser la liste des produits dérivés concernés.

L'association peut-elle néanmoins dénoncer dans la presse cette situation ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 17

Question théorique : Le droit au respect de la vie privée.

Question pratique : Hélène a découvert dans le grenier de la maison de sa meilleure amie une photo suggestive de celle-ci avec un célèbre acteur. Elle l'a publiée via son compte sur un réseau social. Son amie et l'artiste concerné sont furieux mais Hélène ne se fait pas de souci car son amie l'a vue prendre la photo et se doutait qu'elle la mettrait en ligne.

Sa sérénité est-elle fondée ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 18

Question théorique : Contracter pour autrui.

Question pratique : Stéphane savait que son ami Timothée avait très envie de s'acheter la célèbre console de jeux « DAMIANTO ». Voyant qu'elle était en promotion dans un magasin spécialisé de leur ville, Stéphane l'a commandée au nom de Timothée et a versé un petit acompte. Timothée refuse de payer la somme réclamée par le magasin en règlement de la marchandise et de rembourser Stéphane.

Ce dernier peut-il être poursuivi par le magasin ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 19

Question théorique : L'enclave.

Question pratique : Lors de la réfection de sa maison, Laurène a fait poser une fenêtre de toit à l'étage. Cette fenêtre donne sur un jardin privé. Sa vitre est translucide et le châssis est fixe. Ce n'était pas gênant pour un débarras mais la pièce a vocation à devenir la chambre de son bébé. Elle veut donc poser une nouvelle fenêtre de toit, à châssis mobile et vitre transparente. Elle en a parlé au propriétaire du jardin privé qui s'y oppose car il s'agirait d'une vue directe.

Pouvez-vous préciser le régime juridique de cette situation ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 20

Question théorique : Quelle est la valeur juridique du silence en matière contractuelle ?

Question pratique : M. Francis HABROU a proposé à son neveu d'acheter sa maison au prix préférentiel de 156 000 €. Son neveu n'a répondu que samedi dernier en acceptant l'offre de son oncle. Mais celui-ci a, entre-temps, accepté la proposition de la fille de sa voisine de lui acheter le bien pour 165 000 €. Son neveu prétend que, puisqu'il a été le premier sollicité, c'est lui qui doit être considéré comme le vrai acheteur.

Le Code civil lui donne-t-il raison ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 21

Question théorique : Les sanctions de l'inexécution d'une obligation contractuelle.

Question pratique : Elie devait se marier en juillet 2024. Sa fiancée l'a quitté il y a quelques jours. Ils avaient versé un acompte à un traiteur pour le buffet de mariage et il souhaite en obtenir remboursement. Le traiteur refuse.

Laquelle des deux parties obtiendrait satisfaction devant un juge, sachant que le montant de l'acompte est de 3 850 € ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 22

Question théorique : Le préjudice réparable.

Question pratique : Capucine circulait à rollers sur la promenade des Korrigans dans la célèbre cité balnéaire LOCMAGIK lorsqu'elle a heurté un chien que ses propriétaires ne tenaient pas en laisse et qui divaguait entre les promeneurs. Elle s'est cassé le poignet et a brisé l'écran de son téléphone. Le chien souffre d'un hématome sur une patte. Capucine réclame réparation de ses dommages aux propriétaires du chien qui demandent à leur tour le remboursement des frais de vétérinaire. Ils prétendent que Capucine n'était pas un piéton mais un conducteur de véhicule et que la Loi de 1985 la rend responsable. Capucine prétend que l'animal était sous leur garde au moment du dommage ce qui les rend responsables.

Et vous, que concluez-vous ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 24

Question théorique : La gestion d'affaires.

Question pratique : La célèbre blogueuse Lamy-Nadyha a disparu pendant quelques semaines en raison d'une violente dispute avec son fiancé Tamaso. Sa meilleure amie, Fanchon, connaissait ses codes de connexion et a pris l'initiative de reprendre l'animation du blog pour éviter de perdre les revenus publicitaires mais elle en a modifié l'orientation en promouvant la défense des animaux alors que Lamy-Nadyha ne s'intéressait qu'à la mode et au maquillage.

Il en est résulté la rupture de 2 contrats avec des marques de produits de beauté testés sur des animaux et l'annonce d'un énorme partenariat avec la plus grande marque de croquettes pour chats du monde.

De retour, Lamy-Nadyha reproche à son amie de s'être mêlée de ses affaires et entend être dédommée de la perte des contrats alors que Fanchon, s'appuyant sur le témoignage de Tomaso, estime qu'elle doit être indemnisée de tous les frais qu'a entraînés pour elle cette situation.

Lamy-Nadyha peut-elle être dédommée ?

Fanchon peut-elle être remboursée ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 21

Question théorique : Les sanctions de l'inexécution d'une obligation contractuelle.

Question pratique : Elie devait se marier en juillet 2024. Sa fiancée l'a quitté il y a quelques jours. Ils avaient versé un acompte à un traiteur pour le buffet de mariage et il souhaite en obtenir remboursement. Le traiteur refuse.

Laquelle des deux parties obtiendrait satisfaction devant un juge, sachant que le montant de l'acompte est de 3 850 € ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 22

Question théorique : Le préjudice réparable.

Question pratique : Capucine circulait à rollers sur la promenade des Korrigans dans la célèbre cité balnéaire LOCMAGIK lorsqu'elle a heurté un chien que ses propriétaires ne tenaient pas en laisse et qui divaguait entre les promeneurs. Elle s'est cassé le poignet et a brisé l'écran de son téléphone. Le chien souffre d'un hématome sur une patte. Capucine réclame réparation de ses dommages aux propriétaires du chien qui demandent à leur tour le remboursement des frais de vétérinaire. Ils prétendent que Capucine n'était pas un piéton mais un conducteur de véhicule et que la Loi de 1985 la rend responsable. Capucine prétend que l'animal était sous leur garde au moment du dommage ce qui les rend responsables.

Et vous, que concluez-vous ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 24

Question théorique : La gestion d'affaires.

Question pratique : La célèbre blogueuse Lamy-Nadyha a disparu pendant quelques semaines en raison d'une violente dispute avec son fiancé Tamaso. Sa meilleure amie, Fanchon, connaissait ses codes de connexion et a pris l'initiative de reprendre l'animation du blog pour éviter de perdre les revenus publicitaires mais elle en a modifié l'orientation en promouvant la défense des animaux alors que Lamy-Nadyha ne s'intéressait qu'à la mode et au maquillage.

Il en est résulté la rupture de 2 contrats avec des marques de produits de beauté testés sur des animaux et l'annonce d'un énorme partenariat avec la plus grande marque de croquettes pour chats du monde.

De retour, Lamy-Nadyha reproche à son amie de s'être mêlée de ses affaires et entend être dédommée de la perte des contrats alors que Fanchon, s'appuyant sur le témoignage de Tomaso, estime qu'elle doit être indemnisée de tous les frais qu'a entraînés pour elle cette situation.

Lamy-Nadyha peut-elle être dédommée ?

Fanchon peut-elle être remboursée ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 25

Question théorique : L'effet relatif du contrat.

Question pratique : Juliette a promis à ses voisins de s'occuper de leur jardin tous les étés. En échange ils lui versent une rémunération et lui remboursent toutes ses dépenses. Juliette souhaite, pour l'été 2024, obtenir une avance, à défaut de laquelle elle ne s'occupera plus du jardin. En effet, l'augmentation des prix de l'énergie, de l'eau (elle habite à côté et utilise eau et électricité de ses propres abonnements), des engrais et terreaux est telle qu'elle ne peut plus attendre septembre pour être remboursée. Les voisins estiment qu'elle doit continuer sa mission aux conditions antérieures.

Le droit peut-il trancher ce conflit et comment ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2024

--

Épreuve orale de droit

Sujet n° 25

Question théorique : L'effet relatif du contrat.

Question pratique : Juliette a promis à ses voisins de s'occuper de leur jardin tous les étés. En échange ils lui versent une rémunération et lui remboursent toutes ses dépenses. Juliette souhaite, pour l'été 2024, obtenir une avance, à défaut de laquelle elle ne s'occupera plus du jardin. En effet, l'augmentation des prix de l'énergie, de l'eau (elle habite à côté et utilise eau et électricité de ses propres abonnements), des engrais et terreaux est telle qu'elle ne peut plus attendre septembre pour être remboursée. Les voisins estiment qu'elle doit continuer sa mission aux conditions antérieures.

Le droit peut-il trancher ce conflit et comment ?
